

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

BUREAU: Rue Nain, 1. ROUBAIX. ...

DIRECTEUR-GERANT: ... Le Nord de la France ...

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

ROUBAIX, 30 JUILLET 1870

Le Journal officiel publie ce matin une intéressante lettre de M. Benedetti à M. de Gramont. Elle confirme que M. de Bismarck a offert plusieurs fois de contribuer à l'annexion de la Belgique à la France pour compenser les agrandissements de la Prusse.

Les prétendues révélations de M. de Bismarck sur la Belgique se retournent tout à fait contre lui, dit le Constitutionnel. En effet, qui a voulu livrer la Belgique? C'est M. de Bismarck. Qui a décliné toute offre de cette nature? C'est l'Empereur Napoléon. Se faire donner un satisfecit en ce qui concerne l'Allemagne, et prendre pied en Hollande, tel était le but du ministre prussien.

On n'est pas satisfait, dans nos hautes sphères officielles, de la déclaration de neutralité du Danemark. Il est vrai qu'on l'explique en disant que le cabinet danois ne pouvait agir autrement, sous peine de voir le pays envahi par les forces prussiennes, mais il n'est pas moins vrai qu'on a, de ce côté, quelques inquiétudes; aussi assure-t-on, qu'un de nos diplomates vient de s'embarquer sur un navire de guerre, porteur de propositions sur le succès desquelles on paraît compter.

Le silence imposé à la presse par M. Emile Ollivier commence à porter ses fruits.

Les bruits sinistres, les fausses nouvelles alarmantes se mettent à circuler et jettent l'inquiétude dans tous les esprits. On aura beau établir dans tous les ministères des bureaux de renseignements, ils ne donneront jamais au public ces mille détails qui l'intéressent et sont, pour ainsi dire, une causerie entre amis.

L'ensemble des opérations de guerre, compris seulement de quelques-uns, s'intéresse les masses autrement que par leurs résultats. Ce que chacun veut voir, suivre, c'est le régiment dans lequel il a un frère, un fils, un ami; ce qu'il veut connaître, c'est l'étape où il arrive le soir, c'est le combat qu'il livre, les dangers qu'il court, la gloire qu'il acquiert, le sort qui incombe à chacun, en un mot. Tout en restant dans ses foyers, la population veut suivre pas à pas ses enfants qui combattent et meurent pour elle. Informée à chaque heure de leur destinée, elle veut pouvoir être à temps pour leur porter secours en cas de revers; elle veut être la première à applaudir à leur triomphe; la première à panser leurs blessures; la première à partager leurs émotions et leurs joies. Le ministère l'a donc œuvre d'humanité en revenant sur les conditions draconiques qu'il nous a imposées.

J. REBOUX.

(Voir les dernières nouvelles à la troisième page.)

Le rappel de nos troupes de Rome.

C'est un fait arrêté, nous dit aujourd'hui le Constitutionnel. Nous savions bien ce qui couvait depuis longtemps dans votre pensée, mais que de gens s'imaginaient que vous reculiez toujours devant une telle résolution! Vous nous avez laissé, sous le régime autoritaire, toute liberté dans la question romaine; vous nous laissez sans doute une égale liberté sous le régime nouveau. Nous allons donc vous tout rappeler et vous tout dire: c'est d'ailleurs notre droit de catholique et de Français.

Cette question romaine n'a été qu'un long tissu de promesses violées. Le 4 mai 1859, M. Rouland, ministre des cultes, demandant à nos évêques des prières pour notre expédition d'Italie, leur disait que « l'Empereur y avait songé devant Dieu », et qu'il voulait que le chef suprême de l'Eglise fût « respecté dans tous ses droits de souverain temporel ». Ce fut en vertu de cette assurance que nos évêques prescrivirent des prières pour le succès de nos armes au delà des Alpes. Or, douze provinces sur seize furent ravies au chef de l'Eglise: sa spoliation fut le contre-coup de nos victoires.

Le 10 septembre, 1860, le gouverne-

ment impérial déclara qu'il « ne tolérera pas l'agression du Piémont », et voilà qu'une armée piémontaise envahit impunément les Marches et l'Ombrie! Le crime de Castelfidardo s'accomplit le 18 septembre: « on avait dit à Chambéry: « Faites, mais faites vite. »

Le gouvernement impérial avait conseillé au Pape de se faire une petite armée, et nos enfants enrôlés au service du Souverain-Pontife furent menacés de perdre leur nationalité, et le denier de Saint-Pierre fut traqué comme une œuvre dangereuse. Nous vîmes, en des élections générales, le gouvernement écarté avec une activité implacable tout député favorable à la souveraineté temporelle: c'était le même pouvoir qui, en 1859, déclarait solennellement son respect pour « tous les droits » du Pape.

En 1864, le gouvernement français et le gouvernement piémontais traitèrent du Pape sans le Pape, et la France confia au spoliateur du chef de l'Eglise la mission de le défendre. On se rappelle l'invasion du territoire pontifical par les bandes garibaldiennes et par les soldats italiens déguisés en garibaldiens, et l'on se rappelle Mentana, où, après des lenteurs qui faisaient monter le rouge au front, nous arrivions tout juste à temps pour prendre notre part d'honneur.

Que de choses n'aurions-nous pas à redire si nous voulions fouiller dans tous nos souvenirs! Borneons-nous à mettre en regard l'opinion publique toujours favorable aux droits du Saint-Siège et la politique impériale toujours ouvertement ou secrètement hostile, et ne se modifiant que sous le coup de la pensée du pays pour revenir ensuite en ses errements. Le jamais de M. Rouher fut comme une obéissance à une injonction de la France, et récemment, quand des députés catholiques ont témoigné des inquiétudes à M. Emile Ollivier, celui-ci a répondu qu'il ne serait rien fait sans l'assentiment des Chambres: on profite de la prorogation parlementaire pour prendre des décisions que les représentants du pays n'auraient pas acceptées, et ces décisions sont prises à l'occasion de la guerre contre la Prusse.

Nous l'avons déjà dit, nous ne tenons pas à tel ou tel nombre de soldats pour garder le Pape; si vous avez besoin de vos troupes de Viterbe et de Civita-Vecchia, prenez-les, conduisez-les aux bords du Rhin; mais laissez à Rome le drapeau de la France comme signe de notre protection, et quelques factionnaires pour monter la garde aux portes du Vatican. Faites connaître énergiquement votre consigne au gouvernement italien, et votre consigne sera respectée. Non, il ne vous est pas permis de dire que ce sont des nécessités militaires qui inspirent vos résolutions, et nous aurons le droit de vous dire que vous abandonnez le Pape. Vous l'abandonnez, non pas pour le livrer aux garibaldiens, qui ne tiendraient pas devant les vaillantes troupes pontificales, mais pour le livrer au gouvernement florentin, qui dispose d'une armée de 400,000 hommes. Déjà le garibaldisme est sur pied d'un bout de l'Italie à l'autre; il marchera sur Rome, et le gouvernement de Victor-Emmanuel recevra la mission de protéger la Ville éternelle et d'y maintenir l'ordre. C'est un plan qui, depuis six ans, attend son exécution. L'heure est venue, heure de félonie, mais la mise en scène du dernier acte de la question romaine ne trompera personne.

La sécurité du Saint Père, dit le Constitutionnel, l'intégrité (dites le « dernier lambeau ») de son territoire ont pour garantie l'honneur des populations de l'Italie et l'énergie de leur gouvernement. Il ne faut rien savoir des choses de ce temps ou les comprendre de travers pour écrire de pareilles lignes. « L'honneur » des bandes garibaldiennes, « l'énergie » du gouvernement italien en faveur des droits du Saint-Siège, quelle moquerie! La loyauté des conspirateurs et des ravageurs donnée comme garant à la conscience du monde chrétien, quelle triste audace!

Nous avertissons le gouvernement que le rappel de nos troupes de Rome n'est pas seulement la coupable violation de dix ans de promesses, mais une faute d'une extrême gravité. Les catholiques comptent en France; ils ont accepté la guerre à la Prusse pour venger des affronts faits à notre pays et relever une influence amoindrie; mais que diront-ils de cette guerre, malgré tout leur généreux patriotisme, si elle devient une occasion ou un prétexte pour désertir notre poste d'honneur à Rome, et pour achever la ruine de cette souveraineté ébranlée par nos mains depuis onze ans, souveraineté onze fois séculaire dont le

Pape a besoin comme d'une condition d'indépendance? Vous avez demandé, il y a trois jours, à nos évêques, des prières pour notre guerre de Prusse, et cette guerre serait la date d'un acte suprême et lamentable contre le plus grand intérêt catholique!

Prenez-y garde! c'est mal commencer une grande entreprise. La conscience humaine pourrait bien se tourner contre vous. Vous auriez dû s'adresser à la France un trouble profond, un trouble moral un ébranlement immense, vous auriez dû être meilleurs gardiens de son honneur et mieux entendre la gloire que vous n'avez pas compris le devoir, et les nobles traditions de la France protestent contre votre politique. Oui, c'est peu d'être coupables, vous êtes maudits; vous amassez à plaisir les difficultés et les ombres devant vous. — Poulouloul. (Union.)

INFORMATIONS ET NOUVELLES

Le gouvernement prussien semble regretter beaucoup de n'avoir point encore été attaqué, parce qu'il voit décroître chaque jour l'enthousiasme factice qu'il avait essayé de réveiller chez les populations allemandes. En même temps, il est en proie à de grandes anxiétés: on croit à Berlin être sur la trace d'une vaste « conspiration guelfe », qui aurait des ramifications dans les plus hautes sphères.

Des arrestations nombreuses ont précédé l'arrivée à Hanovre du général Vogel de Falkenstein. Les députés du Sleswig, MM. Ahlmann et Kryger, qui ont si vaillamment défendu auprès du Parlement de l'Allemagne du Nord les droits méconnus de leur pays, ont été arrêtés et écroués à la forteresse de Flensburg; MM. de Kiehlmann, Segge et de Bremen, chefs supposés du complot, se sont réfugiés à Helgoland sous la protection de l'Angleterre. La Prusse demande leur extradition.

L'irritation de M. de Bismarck est grande aussi contre la Saxe, qui semble se marcher contre la France qu'à regret. Le roi Jean est, dit-on, en proie à la plus profonde tristesse et refuse de prendre en ce moment une part active à la politique.

Enfin, les journaux prussiens conviennent eux-mêmes que la neutralité du Danemark ne peut être de longue durée; ils s'attendent à voir, dès l'apparition de la flotte française, le gouvernement danois intervenir contre eux.

Naturellement, les inquiétudes et les déboires des organes officiels de M. de Bismarck se traduisent par un redoublement d'injures contre la France. Citons ce trait seulement:

« C'est un fait avéré, disent ces feuilles de Berlin, que la France fait venir aujourd'hui les hordes africaines pour les décharger sur l'Allemagne et partant porter le pillage et le massacre. La nation qui se dit à l'avant-garde de la civilisation a recours aux nègres pour faire valoir ses droits. »

Cette allusion à la terreur qu'inspirent par delà du Rhin les turcs et les zouaves est curieuse à noter et peut donner une idée du reste.

Nous lisons dans le Journal officiel du soir:

« Pas d'engagement depuis hier sur le front de l'armée. On a vu sur la Saare des détachements des 8^e et 11^e corps prussiens, mais l'ennemi ne s'est montré en force sur aucun point. On a constaté un grand incendie dans la forêt de Mertin sur notre frontière en avant de Doullay. »

Une reconnaissance de troupes ennemies s'est présentée devant Petite-Roselle, un détachement a pénétré dans le village, a demandé des renseignements sur l'état de nos troupes à Forbach, et a disparu vivement en entendant le bruit des chevaux d'un peloton de cavalerie.

On mande de la vallée de la Sarre que les Prussiens y exercent des réquisitions écrasantes: les chevaux des cultivateurs sont emmenés, les moissons cachées et beaucoup d'arbres abattus.

Pendant l'orage d'avant-hier, un regrettable accident s'est produit à l'état-major de la division Lorencez; la foudre est tombée sur le quartier-général et a blessé trois officiers: les capitaines Acaries, Duquesnay et Begnet.

Depuis hier et jusqu'au moment où nos troupes toucheront les vivres de campagne, il leur sera accordé une indemnité de 20 c. pour le vin.

Le lieutenant Fiolse, tué à l'affaire de Niederbronn n'était pas anglais; il était badois, né de parents anglais; ses deux compagnons, après avoir été munis d'argent, sont partis pour Paris d'où ils vont être dirigés sur Orléans où ils seront internés.

L'Empereur, à son arrivée à Metz était dans une voiture découverte, enveloppée d'un caban; le Prince Impérial suivait dans une seconde voiture. Malgré une pluie d'orage qui tombait depuis le matin, toute la population était sur le glacis des fortifications. Une escorte de cent gardes précédait et suivait la voiture impériale, derrière la-

quelle venaient trois ou quatre voitures renfermant le Prince Napoléon, le maréchal Leboeuf et les autres maréchaux.

Quelques personnes parties hier de Cologne et arrivées cette nuit à Bruxelles y ont, dit-on, apporté la nouvelle que des troubles graves avaient éclaté à Cologne.

Dans la régence d'Aix-la-Chapelle, les populations sont dans la plus profonde désolation. Les femmes cachent leurs enfants, et leurs maris qu'elles ne veulent pas laisser partir, et les populations maudissent M. de Bismarck.

Trois bataillons de la garde nationale mobile de Paris, sont partis hier, sans armes, de la caserne de Lourdes, se rendant à la gare de l'Est pour être dirigés sur le camp de Châlons.

Des mesures ont été prises pour l'exécution de la convention de Genève sur la neutralisation des ambulances. Chaque corps sera muni de pavillons aux croix rouges sur fond blanc qui seront dressés au dessus des ambulances à côté du drapeau national.

D'autre part, on apprend que les chevaliers hospitaliers de Saint-Jean, portant le vêtement bleu et vert avec croix noire, sont arrivés dans la Bavière rhénane, pour se consacrer au service des hôpitaux.

De l'autre côté du Rhin, il y a des Badois et des Prussiens sur la lisière de la Forêt-Noire. Les Wurtembergeois ont un petit corps d'observation à Rheinfelden; d'autres troupes du sud se dirigent au nord-ouest, vers Rastadt, Carlsruhe et Manheim.

Sur presque toute la ligne de nos frontières, il y a chaque jour des escarmouches qui ne manquent pas d'importance entre des postes français et des patrouilles de cavalerie prussienne. De chaque côté, il y a quelques victimes isolées.

On assure qu'on est sur la trace des émissaires dont se servent certains banquiers de Paris pour envoyer de l'or à la Prusse.

Une instruction serait sur le point d'être commencée. On parle même de l'arrestation d'une ou deux personnes.

Un corps prussien assez considérable se concentre sur les bords du lac de Constance, on suppose qu'il veut tenter une attaque contre Belfort.

La Banque d'Angleterre a élevé son escompte à 5 0/0.

On mande de Shanghai, 4 juillet, que des renseignements reçus dans cette ville au sujet du massacre de Tien Tsin, il ressort que l'attaque était entièrement dirigée contre les Français. Les russes qui ont été tués, ont été pris pour des français. Les français se sont conduits avec le plus grand courage. Le Consul français est sorti revêtu de son uniforme officiel; il a été tué par la populace. Les sœurs de charité ont été indignement outragées. — La tranquillité régnait à Pékin.

On mande de Londres, 29 juillet. Le Morning-Post repousse les reproches de la Gazette de l'Allemagne du Nord qui accuse le Cabinet anglais de duplicité et de trahison sous les apparences d'une neutralité impartiale.

Le même journal voit dans le langage de la Gazette une menace directe.

Le Post et le Times insistent sur ce point que c'est le devoir de l'Angleterre de protéger ses droits de puissance neutre et les faire respecter s'ils étaient menacés.

La prétendue violation de la neutralité du Luxembourg par les français, dont a parlé l'Indépendance belge, se réduit à des achats de tabac et de sucre faits sur le territoire luxembourgeois par quelques militaires qui passent la Moselle sans armes.

On écrit de Toulon, 26 juillet, à la Gazette du Midi:

« L'escadre cuirassée de la Méditerranée, surprise le 20 mai, à midi, sur rade de Mers El-Kébir (Oran), par les dépêches ministérielles qui annonçaient la déclaration de guerre et le commencement des hostilités, a appareillé le même jour à trois heures de l'après-midi, faisant route sur Brest, où elle a dû arriver aujourd'hui. »

Pendant que la flotte se dirige vers les ports du Nord, le brick à voiles, le Janus, après l'avoir vainement cherchée sur les côtes de Venise et à Naples, est rentré à Toulon, hier, à deux heures du soir. Il a trouvé, en arrivant, une nouvelle mission. Ce navire, armé sur pied de guerre, va aller croiser par le travers des Açores, en attendant que la Clorinde, en armement à Cherbourg, puisse le rallier.

M. Dewatre, capitaine de frégate du port de Toulon, désigné au choix pour remplir les fonctions de second sur la Clorinde, part ce soir pour aller prendre possession de son poste.

La décision ministérielle qui ordonne de travailler dans le port tous les dimanches n'a produit aucun effet; les ouvriers qui avaient crié à la tyrannie lorsqu'on les a fait chômer pour la seconde fête de Paques et de la Pentecôte, ne se rendent pas dans leurs ateliers parce qu'on a besoin d'eux, et on a constaté qu'il en manquait les deux tiers. — Caution.

Par décision du ministre des finances, l'intérêt des bons du Trésor, à partir du 25 juillet inclusivement, est fixé comme il suit: A 3 1/2 0/0 par an pour les bons de trois à cinq mois; A 4 1/2 0/0 par an pour les bons de six à onze mois; A 5 0/0 par an pour les bons à un an.

Indépendamment de ces bons, et conformément à l'article 5 de la loi du 21 juillet 1870, il sera tenu, dès lundi 1^{er} août, à la disposition du public, de nouveaux bons 2-10 et 3-10, qui seront à l'échéance de dix années, et que le Trésor aura la faculté de rembourser.

Les uns (2-10) à partir de l'expiration de la deuxième année; Les autres (3-10) à partir de l'expiration de la troisième année. Ces bons porteront un intérêt de 5 0/0 l'an, payable semestriellement.

Le petit discours du maréchal Le Boeuf aux six jeunes gens de la garde mobile dont il fait ses secrétaires ne manquera pas d'une saveur militaire hautement relevée:

« Messieurs, leur a-t-il dit, nous sommes en campagne; nous ferons bonne chère lorsque l'occasion le permettra; quand il y aura rien, — et cela peut arriver, — nous bouclurons ferme nos ceinturons. Vous aurez beaucoup de travail, peu de repos; mon estime, la certitude d'être utile à votre pays, et, à la moindre indiscretion, une balle dans la tête. Et maintenant, messieurs, rompez. »

Les six volontaires enthousiasmés ont répondu d'une seule voix: « Vive le maréchal Le Boeuf! » C'est ainsi qu'il faut prendre les Français.

D'après le Journal de Saint-Pétersbourg, le prince de Gortschakoff serait prochainement attendu dans cette ville, de retour de Wilbad, où il prend les eaux en ce moment.

L'Empereur de Russie partira le 11 août pour le Caucase.

Le dernier discours du trône du roi Guillaume est écrit tout entier par M. de Bismarck, excepté deux phrases ajoutées, l'une par le roi et l'autre par le prince royal.

L'Angleterre fait des préparatifs pour mettre sur pied de guerre 25,000 hommes.

On écrit de Berlin à la Nouvelle Presse libre de Vienne que l'on s'occupe de fortifier en toute hâte la capitale de la Prusse. Les faubourgs du troisième rayon vont être démolis, et déjà l'on a détruit le magnifique jardin zoologique qui avait coûté plusieurs millions. Cette œuvre de dévastation, si douloureuse pour les Berlinois, a été accomplie en huit jours par 2,000 ouvriers.

On sait que la marine prussienne est dans un assez mauvais état.

« Comte, disait l'autre jour le roi Guillaume à son ministre, ma flotte est-elle en mesure de combattre et même de fuir? — Comment donc, sire, répondit M. de Bismarck, mais... elle fuit déjà. »

Pour extrait: EDMOND DUVAL.

BULLETIN DE LA GUERRE

La moitié de Paris, cette moitié qu'on appelle « le tout-Paris » parce que c'est la moitié qui pense, qui agit, qui vit, a passé une moitié de la journée d'hier dans de cruelles angoisses, et malgré moi, ma plume s'en ressent ce matin. J'écris avec tristesse, avec timidité... si nous n'étions point patriotes et devant l'ennemi, je dirais... avec découragement!

En effet, des rumeurs intenses circulaient, rumeurs fausses, heureusement! On disait que depuis dix heures de la matinée, le général Douai et sa division étaient engagés sur le Rhin au-dessous de Bâle, entre Huningue et Neuf-Brisac, que le Rhin avait été passé; mais que s'étant avancé trop tôt, et avec trop peu de troupes, le général n'avait pu soutenir de l'autre côté du fleuve; que le corps de Mac-Mahon lui avait envoyé des secours, etc...

On ajoutait que l'Empereur avait été prévenu à Paris, et était parti inopinément; que les ministres avaient des nouvelles qu'ils ne donnaient pas, etc.

A cinq heures seulement, nous avons obtenu émentiellement formel de ces rumeurs; nous savons su « qu'il n'y avait rien; » et qu'on attendrait tout naturellement, pour s'engager, la présence de l'Empereur.

N'importe, ces impressions profondes de la masse intelligente des citoyens, cette propension devenue si naturelle à mettre en doute la véracité du gouvernement, à compter sur ces réticences, et même sur ces mensonges, devraient faire réfléchir des ministres dont les paroles ont si peu de crédit sur la conscience publique.

Où, vos procédés envers Paris lui donnent la certitude que vous pouvez